

# LE PNUE EN 2022



# Message de la directrice exécutive



À bien des égards, 2022 a été l'année d'un regain de vigueur en matière d'action environnementale. Au début de l'année, lors de la cinquième Assemblée des Nations unies pour l'environnement, les États membres ont adopté des **résolutions sans précédent** pour intensifier les efforts visant à réduire la pollution, atténuer le changement climatique et s'y adapter, ainsi que protéger et restaurer la nature dans le monde entier. La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques de 2022 a marqué un moment historique avec la création d'un **fonds pour les pertes et les dommages**. Des **négociations** mondiales pour mettre fin à la pollution plastique ont vu le jour en Uruguay. L'Assemblée générale des Nations unies a reconnu le **droit universel** à un environnement propre, sain et durable. Et, à la fin de l'année, la Conférence des Nations unies sur la biodiversité à Montréal a vu l'adoption d'un cadre ambitieux pour protéger et relancer la biodiversité d'ici 2030. Cette année a également marqué le **50<sup>e</sup> anniversaire** du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et de la réunion **Stockholm+50**.

Pourtant, ce fut aussi une année qui a présenté des difficultés extrêmes. Les effets dévastateurs de la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de la nature et de la biodiversité, de la pollution et des déchets ont été aggravés par le creusement des inégalités, la guerre en Ukraine et la hausse des prix des denrées alimentaires ainsi que de l'énergie. Comme toujours, les personnes pauvres et vulnérables ont été les plus durement touchées par les sécheresses, les inondations, les incendies de forêt, la diminution de la biodiversité et la flambée des niveaux de pollution.

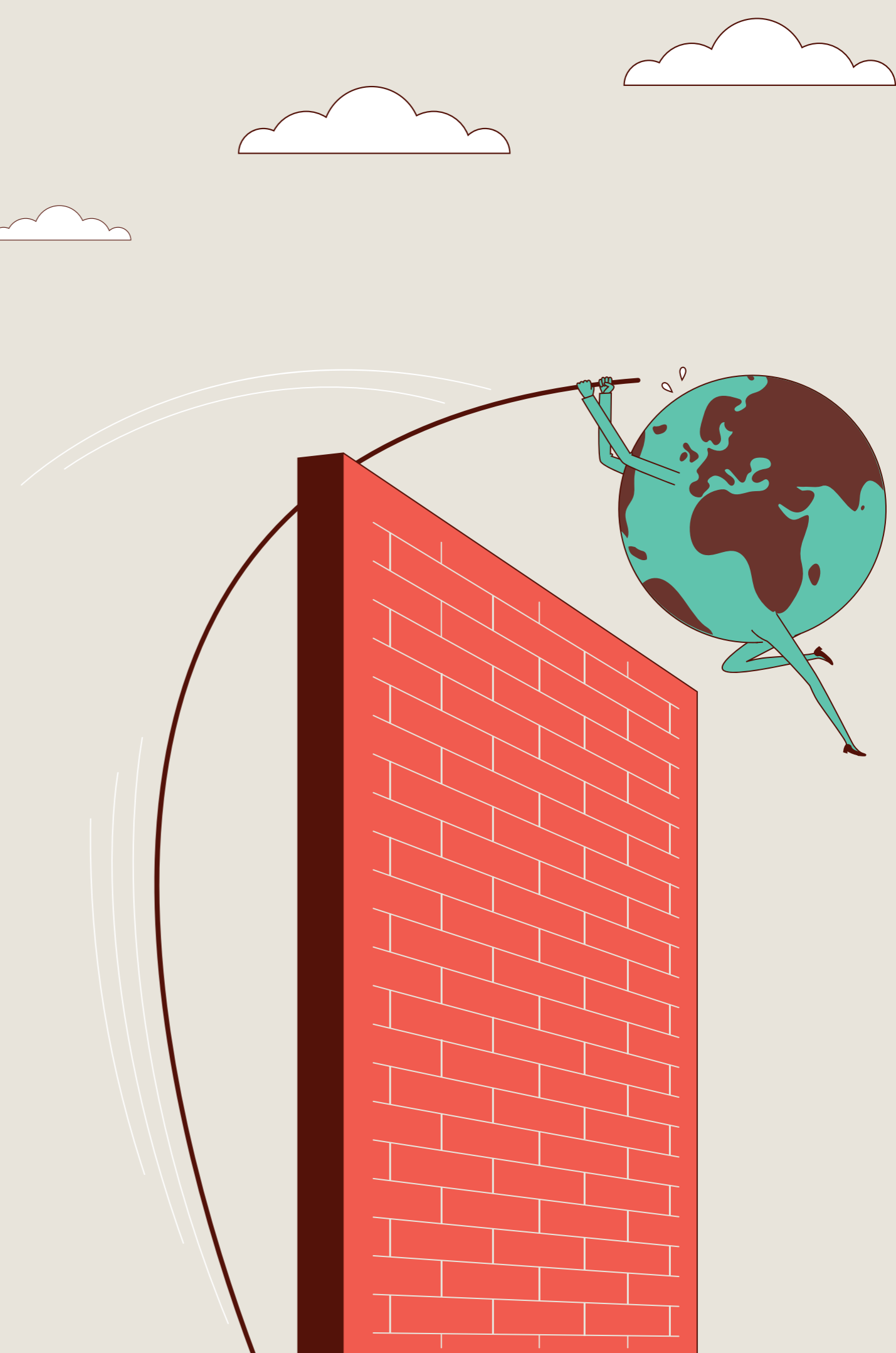
Il n'est donc pas étonnant que les exigences pour passer à l'action plutôt que d'entendre de nouvelles promesses soient de plus en plus fortes. Le PNUE a intensifié ses efforts pour répondre à ces crises et a commencé à mettre en œuvre sa **stratégie 2022-2025**. S'appuyant sur la force de ses partenariats, le PNUE a travaillé avec les États membres pour tenir ses promesses d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, de protection et de **restauration des écosystèmes** ainsi que de réduction de la charge de pollution. Dans tous ces domaines, le PNUE continue d'aider les pays à mettre en œuvre la résolution 4/17 de **l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement** en intégrant l'égalité des sexes et les droits humains dans les politiques, stratégies, programmes et projets environnementaux, tout en s'efforçant de restructurer son architecture de genre pour mieux remplir ce mandat.

Au niveau organisationnel, le PNUE s'est engagé à devenir une organisation plus souple et réactive. Le PNUE a repensé son approche de collaboration avec les agences sœurs des équipes de pays des Nations Unies afin de mieux répondre aux priorités des États membres et aux **objectifs de développement durable**. Il a aussi créé trois nouveaux **fonds thématiques** qui fournissent un financement flexible pour faire progresser la stabilité climatique, vivre en harmonie avec la nature et progresser vers une planète sans pollution. Le PNUE a également atteint la parité entre les sexes à tous les niveaux professionnels et supérieurs tout en améliorant la diversité géographique de son personnel.

Mais il reste encore beaucoup à accomplir pour ralentir la triple crise planétaire. En tant que principale autorité environnementale mondiale, le PNUE intensifiera ses efforts et coopérera plus étroitement avec les pays, le système des Nations unies, la société civile et le secteur privé pour apporter des solutions et œuvrer pour un monde où toutes et tous, partout, pourront jouir de leur droit à un environnement sain.

**Inger Andersen**

Secrétaire générale adjointe des Nations unies et directrice exécutive du PNUE



# Le PNUE en chiffres



**80%**

**80%**

La quantité de plastique qui se déverse dans l'océan pourrait être réduite grâce à une économie circulaire, y compris dans le cadre de l'accord pour lutter contre la pollution plastique que les nations ont commencé à négocier en 2022.

**23**

Le nombre de cibles concrètes à atteindre d'ici à 2030 dans le cadre du nouveau Cadre mondial pour la biodiversité.

**0,5-1°C**

**0,5-1°C**

Le réchauffement climatique supplémentaire qui peut être évité grâce au Protocole de Montréal en protégeant les puits de carbone du rayonnement ultraviolet.

**2,7 millions**

**2,7 millions**

Le nombre total de personnes qui devraient bénéficier des résultats du travail d'adaptation basée sur les écosystèmes du PNUE.

**1,2 million**

L'équivalent du nombre de voitures qui ne circuleront pas chaque année grâce aux réductions d'émissions obtenues par les travaux d'éclairage efficace réalisés au Pakistan et en Indonésie avec le soutien du PNUE.

**15 000 m<sup>3</sup>**

La quantité de déchets récupérés et triés à Mossoul par un nouveau centre de recyclage soutenu par le PNUE.

**65M**

**65 millions**

Le nombre de personnes ayant participé à la Journée mondiale de l'environnement.



# Cinquième Assemblée des Nations unies pour l'environnement

Le multilatéralisme a été suivi d'effets positifs à la reprise de la deuxième session de la **cinquième Assemblée des Nations unies pour l'environnement** (ANUE 5.2) qui s'est tenue en février à Nairobi.

La **déclaration politique** de l'ANUE 5.2 – un événement auquel ont participé plus de 3 400 personnes sur place et 1 500 en ligne, a souligné l'urgence d'enrayer le déclin de la biodiversité et la fragmentation des habitats. Les résolutions sur la nature portaient sur des questions telles que la biodiversité et la santé, la gestion durable des lacs et une définition universelle de solutions fondées sur la nature. Les résolutions sur les infrastructures résilientes, une reprise plus verte après la COVID-19 et les aspects environnementaux de la gestion des minéraux et des métaux ont renforcé l'importance des économies circulaires.

De grands progrès ont été réalisés en matière de produits chimiques, de déchets et de pollution. La résolution d'entamer les négociations pour obtenir un accord sur la fin de la pollution plastique comble une lacune critique dans l'action environnementale. La résolution visant à établir un groupe scientifique et politique sur la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets, ainsi que la prévention de la pollution donnera à ces questions critiques un organe scientifique similaire à ceux pour le climat (le **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat**) et la biodiversité (la **Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques**).

L'ANUE a également tenu une session spéciale pour commémorer le **50e anniversaire du PNUE** et faire le point sur les fruits du multilatéralisme environnemental au cours des cinq dernières décennies. Les chefs d'État et les délégations de 175 pays ont publié une **déclaration historique** renforçant leur engagement dans l'action environnementale. Ils **ont rendu hommage au travail du PNUE**, qui a remporté des succès tels que la protection de la couche d'ozone et l'élimination progressive de l'essence au plomb.



“

La planète montrait déjà des signes de fléchissement sous le poids de l'humanité en 1972 lors de la création de l'agence. Au cours des décennies suivantes, le PNUE et ses partenaires ont œuvré avec les États membres pour lutter contre la pollution de l'air, restaurer la couche d'ozone, protéger les océans du monde, promouvoir une économie verte et inclusive, et sonner l'alarme pour alerter sur la perte de biodiversité et le changement climatique. Ce travail n'a jamais été aussi important.

*Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU*

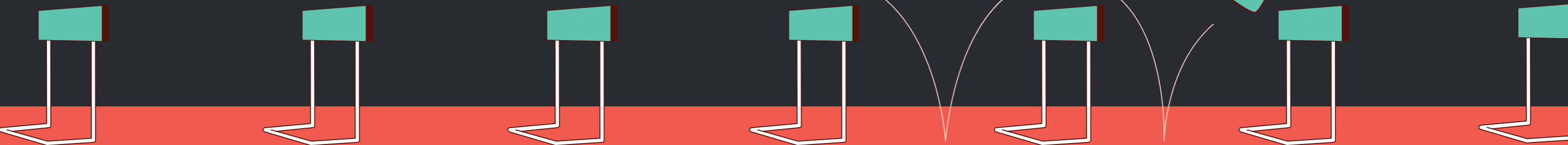




# ACTION

# PLANÉTAIRE

Climat, nature, produits  
chimiques et pollution





# Action pour le climat

## Science pour le climat

Alors que les dirigeants mondiaux se réunissaient à la **Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP27)**, la réunion mondiale organisée pour intensifier les mesures contre la crise climatique, le PNUE a publié deux rapports avant les négociations. Les deux rapports ont informé le **Plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh** adopté par les États membres à l'issue de la conférence.

Le **Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions : une fenêtre d'opportunité se referme** a constaté qu'avec les engagements climatiques le monde allait se diriger vers une augmentation de la température mondiale de 2,4 à 2,6 °C au cours de ce siècle. Une transformation urgente à l'échelle du système est nécessaire pour limiter le réchauffement à 1,5 °C. Le rapport a décrit comment mener à bien cette transformation dans les secteurs de l'approvisionnement en électricité, de l'industrie, des transports et du bâtiment, ainsi que dans les systèmes alimentaires et financiers.

Le **Rapport 2022 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques : trop peu, trop lentement** du PNUE a constaté que le financement et la mise en œuvre des actions d'adaptation étaient inadéquats. Entre 160 et 340 milliards de dollars des États-Unis seront nécessaires chaque année pour l'adaptation d'ici 2030. En 2020, les flux internationaux de financement de l'adaptation vers les pays en développement n'étaient que de 29 milliards de dollars des États-Unis.

## Adaptation au changement climatique

Le **Fonds mondial pour l'Adaptation fondée sur les écosystèmes (AfE)**, cogéré par le PNUE et l'Union internationale pour la conservation de la nature, fournit un capital d'amorçage pour des approches innovantes d'AfE. Les premier et deuxième processus de sélection des bénéficiaires du Fonds mondial AfE ont approuvé 5,6 millions de dollars des États-Unis pour 23 projets, qui soutiendront les écosystèmes à travers le monde, assureront notamment la protection des récifs coralliens aux Philippines et la restauration des berges pour le contrôle de l'érosion aux Fidji. Les troisième et quatrième processus de sélection des bénéficiaires sont en cours, avec 30 autres projets en préparation.

Pendant ce temps, le portefeuille AfE du PNUE s'est étendu à plus de 45 projets, dont un **projet de 6 millions de dollars des États-Unis au Mozambique** pour protéger les littoraux par la restauration et la conservation de la nature. Dans l'ensemble, les projets AfE du PNUE visent à restaurer 131 000 hectares d'écosystèmes et 2,7 millions de personnes en bénéficient.



La protection des récifs coralliens est un élément clé des programmes d'adaptation basés sur les écosystèmes du PNUE. Photo : Getty Images



## Financer l'action pour le climat

Le financement de projets tels que les centrales hydroélectriques est un pilier essentiel du mécanisme d'aide au capital d'amorçage dirigé par le PNUE. Photo : iStockphoto

Grâce à l'Alliance Net-Zero Banking organisée par le PNUE, plus de 60 banques **ont fixé des objectifs scientifiques pour décarboner leurs portefeuilles**, y compris des investissements dans les industries du charbon et du gaz. Plus de la moitié de l'alliance a fixé des objectifs intermédiaires de décarbonation pour 2030 qui sont en phase avec l'objectif de 1,5 °C de l'**Accord de Paris**. Au cours des 18 premiers mois, l'alliance, dirigée par l'**Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier (UNEP FI)**, a rassemblé plus de 120 banques, représentant près de 40 % des actifs bancaires mondiaux.

Le **Seed Capital Assistance Facility (SCAF)** ou mécanisme d'aide au capital d'amorçage, un fonds fiduciaire multidonateurs géré par le PNUE, a donné lieu en juillet à la construction d'un important projet qu'il a soutenu : une centrale hydroélectrique au Zimbabwe. La mise en service de la centrale de 5 MW devrait avoir lieu en 2023. Globalement, **SCAF II**, la deuxième phase du mécanisme, a soutenu des projets dans 14 pays d'Asie et d'Afrique. Ces projets devraient atténuer presque 4 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an et créer près de 14 000 emplois.

## Accès à la technologie

Hébergé par le PNUE, le **Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN)** a fourni une assistance technique à 68 pays en 2022, contribuant au déploiement d'innovations telles que **Slamdam**, une barrière anti-inondation mobile au Burundi. À ce jour, le CTCN a soutenu 109 pays, bénéficié à environ 100 millions de personnes et obtenu 12,9 millions de tonnes de réductions d'équivalent dioxyde de carbone par an.

## Encourager l'efficacité énergétique

L'accroissement de l'efficacité énergétique est un élément crucial de l'agenda climatique, et l'initiative **Unis pour l'efficacité (U4E)** dirigée par le PNUE a fait des progrès en 2022. Le PNUE a collaboré avec le Pakistan pour mettre en place des réglementations qui se traduiront par des économies d'énergie annuelles de 1,3 TWh d'ici à 2030, ainsi que des réductions d'émissions équivalent au retrait de 630 000 voitures particulières de la circulation. En même temps, U4E a soutenu l'Indonésie dans l'élaboration d'un décret ministériel sur les réglementations qui permettront des économies d'énergie annuelles similaires à celles du Pakistan.

Ces efforts sont alignés sur la feuille de route de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour l'harmonisation des normes de produits d'éclairage, développée avec U4E. Avec la mise en œuvre de ces normes, l'ASEAN devrait économiser 24 TWh de consommation d'électricité par an d'ici 2030. Cela pourrait permettre d'éviter 18 millions de tonnes d'émissions d'équivalent de dioxyde de carbone chaque année et permettre aux consommateurs d'économiser plus de 2 milliards de dollars des États-Unis sur leurs factures d'électricité par an.

Les **évaluations des économies par pays 2022** de U4E indiquent que si toutes les économies en développement et émergentes adoptaient des normes énergétiques minimales pour l'éclairage, plus de 122 TWh de consommation d'électricité seraient économisés chaque année d'ici 2030, soit l'équivalent de l'énergie produite par 55 grandes centrales électriques.



# Action pour le climat

## Maintenir la fraîcheur du climat en protégeant la couche d'ozone

Alors que nous fêtons la 35<sup>e</sup> année du **Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone** dirigé par le PNUE, les recherches ont montré que cet accord avait apporté des avantages climatiques plus importants que prévu. Une étude indique que le Protocole de Montréal contribuera peut-être à éviter un réchauffement de 1,7 °C d'ici à la fin du siècle grâce à l'interdiction des substances appauvrissant la couche d'ozone qui contribuent au réchauffement climatique.

La même étude a révélé que, sans le Protocole de Montréal, le rayonnement ultraviolet aurait détruit les écosystèmes, entraînant la libération de 690 milliards de tonnes de carbone actuellement détenues dans les plantes et le sol. L'augmentation de température supplémentaire évitée a été estimée à entre 0,5 et 1 °C. Dans le cadre de l'amendement de Kigali, le Protocole de Montréal vise à atteindre d'autres avantages en éliminant progressivement les hydrofluorocarbures, un puissant gaz à effet de serre, et en augmentant l'efficacité énergétique des équipements de refroidissement.

## Multiplier les mesures pour réduire les émissions de méthane

Au cours de sa première année, l'**Observatoire international des émissions de méthane (IMEO)** du PNUE a joué un rôle essentiel en aidant à réduire les émissions de méthane, le deuxième facteur le plus important du réchauffement climatique. L'observatoire a été mis en place pour contribuer à la réalisation d'objectifs tels que l'**engagement mondial pour le méthane** afin de réduire de 30 % les émissions de méthane dans les secteurs du pétrole et du gaz, de l'agriculture et des déchets d'ici 2030. En novembre 2022, 150 pays avaient approuvé l'engagement et plus de 50 pays avaient élaboré des plans d'action nationaux contre le méthane ou étaient en train de le faire. La **Coalition pour le climat et la qualité de l'air (CCAC)** a déployé des feuilles de route nationales pour soutenir cet engagement, notamment en aidant le Nigeria à se fixer un objectif de réduction de 60 % des émissions de méthane liées au pétrole et au gaz d'ici à 2030.

Lors de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, l'IMEO a lancé son **système d'alerte et de réaction au méthane**, un nouveau système par satellite qui détecte les émissions de gaz à effet de serre et permettrait aux gouvernements et aux entreprises de réagir en temps opportun. En outre, plus de 80 sociétés pétrolières et gazières se sont engagées à mesurer et à réduire leurs émissions de méthane dans le cadre du **Partenariat sur le méthane du pétrole et du gaz 2.0**, un élément clé de l'approche axée sur les données d'IMEO.



L'Observatoire international des émissions de méthane, hébergé par le PNUE, a contribué à réduire les émissions de méthane, deuxième facteur de réchauffement de la planète. Photo : Getty Images

## Réduire les émissions des transports

Alors qu'1 milliard de véhicules supplémentaires devraient se trouver sur les routes dans les pays en développement d'ici à 2050, des efforts sont nécessaires pour garantir que l'expansion de la flotte soit basée sur des émissions faibles ou nulles. En 2022, le PNUE a lancé son **programme mondial de mobilité électrique**, qui aide 50 pays à revenu faible ou intermédiaire à passer des véhicules à combustibles fossiles aux véhicules électriques.

Par exemple, les Seychelles mettent en œuvre un projet pilote pour électrifier leur flotte de bus. Au Vietnam, le PNUE aide le service postal à adopter des trois-roues électriques. Et le programme aide le Chili à répliquer son modèle réussi de bus électrique de Santiago dans d'autres villes.



Au vu de la croissance du secteur des transports, des solutions à émissions faibles ou nulles sont nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques. Photo : Getty Images



# Action pour la nature

## Un nouveau plan mondial pour vivre en harmonie avec la nature

En décembre, à l'occasion de la **Conférence des Nations unies sur la biodiversité** (la 15<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité, la COP15), les États se sont mis d'accord sur un nouveau cadre novateur pour protéger la biodiversité : le **Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal**, qui compte quatre objectifs et 23 cibles pour ralentir la perte de biodiversité d'ici à 2030. Les objectifs, dont beaucoup se concentrent sur le renforcement des droits des peuples Autochtones, les principaux gardiens de la biodiversité, comprennent:

- la conservation et la gestion efficaces d'au moins 30 % des terres, des eaux intérieures, des zones côtières et des océans du monde;
- la restauration complète ou en cours d'au moins 30 % des écosystèmes terrestres, des eaux intérieures et des écosystèmes côtiers et marins dégradés;
- la réduction à près de zéro de la perte de zones à haute importance pour la biodiversité;
- veiller à ce que les avantages tirés de l'utilisation des ressources génétiques et des informations sur les séquences numériques des ressources génétiques soient partagés de manière juste et équitable;
- la réduction de moitié le gaspillage alimentaire et réduire considérablement la surconsommation et la génération de déchets;
- la réduction de moitié l'excès de nutriments et le risque posé par les pesticides et les produits chimiques dangereux;
- l'élimination ou la réforme des subventions qui nuisent à la biodiversité d'au moins 500 milliards de dollars des États-Unis par an;
- mobiliser au moins 200 milliards de dollars des États-Unis par an en financement national et international; et veiller à ce que les entreprises et les institutions financières surveillent, évaluent et divulguent leurs risques, dépendances et leurs effets sur la biodiversité.

Le **Fonds pour l'environnement mondial** va créer un fonds spécial pour augmenter le financement de la mise en œuvre du nouveau cadre. Un autre fonds multilatéral sera créé pour soutenir le partage équitable des avantages des informations de séquençage numérique sur les ressources génétiques.

D'autres conventions sur la nature administrées par le PNUE ont également produit des résultats au cours de l'année. Par exemple, en novembre, les Parties à la **Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)** ont adopté des propositions visant à réglementer le commerce international de plus de 500 espèces supplémentaires.

## Restauration et protection des écosystèmes vitaux

La **Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes**, menée par le PNUE et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), aide à respecter les engagements de restaurer 1 milliard d'hectares de terres, une superficie de la taille de la Chine, d'ici à 2030. En 2022, la Décennie a récompensé les 10 premiers programmes phares de restauration mondiale, qui visent à restaurer plus de 68 millions d'hectares : une superficie plus grande que le Myanmar, la France ou la Somalie et à créer près de 15 millions d'emplois. La Décennie soutiendra ces initiatives grâce à la promotion, la mise en réseau, le suivi et le financement.

Le PNUE a initié le public à la restauration par le biais du jeu **Green Game Jam 2022**, qui fait partie de l'Alliance Playing for the Planet mise en œuvre par le PNUE. Quelque 38 studios de jeux ont adapté leurs jeux pour intégrer des thèmes environnementaux, avec le potentiel d'atteindre près de 276 millions de joueurs actifs par mois. À la suite des activations, environ 2,5 millions d'arbres ont été plantés grâce à des partenariats avec **Ecosia** et **Ecologi**.

L'ONU a également désigné 2022 comme l'**Année internationale du développement durable dans les régions montagneuses** afin d'attirer l'attention sur la vulnérabilité des écosystèmes montagneux. Administrée par le PNUE, la **Convention des Carpates**, un traité qui vise à protéger la région montagneuse des Carpates en Europe de l'Est, a encouragé les mesures pour préserver la biodiversité des montagnes lors de la Conférence des Nations unies sur la biodiversité.

## Le droit à un environnement sain reconnu au plus haut niveau

En juillet, l'Assemblée générale des Nations unies a déclaré l'accès à un environnement propre, sain et durable **un droit humain universel**. Cette réalisation est l'aboutissement de cinq décennies de travail, qui ont débuté avec la **Déclaration de Stockholm de 1972** ainsi que le plaidoyer inlassable du PNUE, de milliers d'organisations de la société civile et de groupes de peuples Autochtones.

La résolution s'appuie sur la déclaration du Conseil des droits de l'homme des Nations unies de l'année précédente. Elle aidera les gens à défendre leur droit à un climat sûr, à de l'air et de l'eau propres, à une alimentation adéquate, à des écosystèmes sains et à des environnements non toxiques.

“

La résolution contribuera à réduire les injustices environnementales, à combler les lacunes en matière de protection et à autonomiser les personnes, en particulier celles qui se trouvent dans des situations vulnérables, notamment les défenseurs des droits humains environnementaux, les enfants, les jeunes, les femmes et les peuples autochtones.

*Le secrétaire général de l'ONU António Guterres*



Un projet de restauration des forêts au Cameroun, un élément essentiel de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, dirigée par le PNUE. Photo : PNUE



# Action pour la nature

## Approche Une Seule Santé

En 2022, le PNUE a rejoint une initiative des Nations Unies visant à développer l'action face à la triple crise planétaire en abordant la santé humaine, animale, végétale et environnementale comme un défi

interdépendant. L'alliance quadripartite du PNUE, de la FAO, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) a publié le **Plan d'action conjoint Une Seule Santé**, un plan quinquennal axé sur le renforcement des systèmes de santé et la lutte contre les épidémies zoonotiques, les maladies tropicales négligées et à transmission vectorielle, les risques de sécurité sanitaire des aliments et la résistance aux antimicrobiens.




Le PNUE soutient les efforts visant à inciter les agriculteurs brésiliens à renoncer à la déforestation et à la conversion des forêts en sols cultivés pour la culture du soja.  
Photo : Getty Images

## Financement pour la nature

Le rapport **État des finances pour la nature 2022** du PNUE a constaté que les gouvernements, les entreprises et les institutions financières devaient multiplier leurs investissements annuels dans la nature par trois pour limiter le réchauffement climatique, stopper la perte de biodiversité, atteindre la neutralité en matière de dégradation des terres et répondre aux **Objectifs de développement durable**. Les flux financiers vers les solutions fondées sur la nature s'élèvent actuellement à 154 milliards de dollars des États-Unis par an, soit un tiers des 484 milliards de dollars des États-Unis nécessaires chaque année d'ici à 2030.

Le PNUE travaille avec des partenaires pour débloquer des financements pour la nature. Par exemple, le programme **Responsible Commodities Facility** soutenu par le PNUE a mobilisé plus de **11 millions de dollars des États-Unis d'investissement** de la part des principaux supermarchés du Royaume-Uni et d'Irlande du Nord pour inciter les agriculteurs brésiliens à cultiver du soja sans déforestation ni conversion des terres. Pendant ce temps, le **Programme incubateur Restoration Factory** du PNUE qui soutient les petites et moyennes entreprises axées sur la restauration, a accueilli une nouvelle cohorte basée au Kenya et a étendu ses opérations au Vietnam en lançant un **Programme d'incubation du commerce forestier durable**.



Le PNUE a décerné à Sir David Attenborough le **prix Champion de la Terre** couronnant l'œuvre de toute sa vie pour son dévouement à la recherche, à la documentation et à la défense de la protection de la nature et de sa restauration.

Photo: BBC

## Stockholm +50

En juin, la **réunion Stockholm+50** a marqué le cinquantenaire de la naissance du mouvement environnemental démarré lors de la **Conférence de Stockholm de 1972**. C'était aussi l'occasion de rassembler le monde pour accélérer l'action sur les Objectifs de développement durable. Le **Programme d'action, de renouveau et de confiance** de l'événement a défini 10 actions pour parvenir à une planète en bonne santé. Quelques jours plus tard, la **Journée mondiale de l'environnement** a compté la participation de plus de 65 millions de personnes. Une série d'engagements des gouvernements et du secteur privé, dont la Suède qui a interdit de nouvelles licences pour l'extraction du charbon, du pétrole et du gaz naturel.



Photo: MaineiKinimaka

Le PNUE a nommé la star du film Aquaman et activiste pour la protection des océans, Jason Momoa, défenseur de la vie aquatique lors de la **Conférence des Nations unies sur les océans**.



# Action contre les produits chimiques et la pollution



## Vers la fin de la pollution plastique

Lors de l'ANUE 5.2 en février, les nations ont remporté une grande victoire pour les personnes et la planète en **acceptant de négocier un accord mondial** pour mettre fin à la pollution plastique, y compris dans le milieu marin.

Le Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un **instrument juridiquement contraignant sur la pollution plastique** a tenu sa première réunion fin novembre à Punta del Este, en Uruguay. De nombreux gouvernements ont confirmé leur engagement à développer un instrument qui couvre le cycle de vie complet du plastique, protège la santé humaine et l'environnement, et accorde une attention particulière à la situation des pays qui en ont le plus besoin. Les participants à la réunion se sont mis d'accord sur deux axes de travail: l'un pour fixer des objectifs, des obligations fondamentales et des mesures de contrôle; l'autre sur les moyens de mise en œuvre et de financement, les dispositions institutionnelles, l'évaluation des progrès et l'engagement des parties prenantes.

Une femme trie des bouteilles en plastique à Watamu, au Kenya. La pollution par les plastiques demeure une énorme menace pour les écosystèmes du monde entier. Photo : PNUÉ



Un centre de recyclage des débris à Mossoul, en Irak, a permis de créer des emplois et a aidé la ville à se relever après des années de conflit. Photo : Getty Images

## Recycler les débris à la suite d'un conflit

En 2022, cinq ans après la fin de l'État islamique en Irak et le conflit du Levant en Irak, l'Organisation internationale pour les migrations et le PNUÉ **ont créé un centre de recyclage des débris** à Mossoul et l'ont remis à la municipalité de Mossoul afin de poursuivre son fonctionnement.

À ce jour, 15 000 m<sup>3</sup> de débris ont été récupérés et triés. La moitié de ceux-ci ont été broyés en granulats recyclés, conformes aux normes nationales irakiennes pour une utilisation dans les fondations de routes et d'autoroutes. Plus de 200 emplois ont été créés grâce à des programmes de travail contre rémunération pour les personnes vulnérables. Trois autres opérations de recyclage des débris ont été mises en place dans d'autres zones du pays touchées par le conflit.



# Action contre les produits chimiques et la pollution

## Établir des normes pour un air plus pur

Le PNUE a aidé l'Amérique latine et les Caraïbes à **élaborer le plan d'action régional** sur la qualité de l'air 2022-2025. Lors de la 18e session de la **Conférence ministérielle africaine sur l'environnement** animée par le PNUE, 54 pays africains **se sont engagés à éliminer** les décharges à ciel ouvert et le brûlage des déchets. En Asie-Pacifique, le Comité de l'environnement et du développement de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique a adopté une déclaration ministérielle sur la mise en œuvre du Programme d'action régional sur la pollution atmosphérique, sur les conseils du PNUE.

En janvier, **le Cambodge a lancé** son premier plan « air pur ». Ce plan vise à réduire de 60 % les PM2.5 et les émissions de carbone noir, de réduire de 24 % d'émissions de méthane et de 18 % des émissions de dioxyde de carbone d'ici à 2030. Cela pourrait également aider à éviter jusqu'à 900 décès prématurés par an. Avec le soutien de la CCAC, le Cambodge a commencé à mettre en œuvre des **normes d'émissions des véhicules Euro 4/IV** et une qualité de carburant équivalente.

Le PNUE a également aidé les États d'Afrique de l'Ouest et de l'Est à adopter des normes pour les véhicules qui réduiront l'importation de vieux véhicules d'occasion polluants. Quinze Communautés économiques des États de l'Afrique de l'Ouest ont adopté des réglementations qui obligent les importations de véhicules à se conformer aux normes EURO 4/IV. En 2022, le PNUE a commencé à assister les pays à traduire cet engagement en normes nationales. Cinq pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est ont adopté des normes similaires. Avec les conseils du PNUE, l'Union européenne a également commencé à réviser sa directive sur les véhicules hors d'usage.

En partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement et l'Institut météorologique finlandais, le PNUE a entrepris la toute première étude des sources de pollution atmosphérique à Bichkek, capitale du Kirghizistan. L'étude a identifié les **émissions des ménages** chauffés au charbon riche en soufre comme principale cause de pollution de l'air, davantage que les transports ou la centrale électrique de la ville, qui en étaient auparavant considérés comme les principales causes. Les résultats ont soutenu les décisions des banques de développement d'orienter les investissements vers la réduction des émissions de secteurs clés, tels que le chauffage résidentiel.



Les produits chimiques toxiques tels que le mercure peuvent s'infiltrer dans les réserves d'eau et avoir des effets nuisibles sur les poissons et autres espèces sauvages. Photo: PNUE

## Réguler les produits chimiques toxiques ainsi que les déchets dangereux

En 2022, la **Convention de Minamata sur le mercure** a élargi son champ d'action pour **couvrir les sources non réglementées de cet élément chimique nocif** comme certains types de lampes, de propulseurs de satellites et d'obturations dentaires pour enfants. Ce type de produits contenant du mercure représentent 30 % de l'utilisation mondiale de mercure. Entre-temps, les parties ont convenu de modifier la **Convention de Bâle** pour soumettre tous les déchets électroniques à un consentement préalable éclairé, un moyen de partager des informations à l'échelle mondiale concernant certains produits chimiques et pesticides considérés comme dangereux. À l'échelle mondiale, 53 millions de tonnes de déchets électroniques ont été générées en 2019, dont seulement 17 % ont été recyclées. D'importants produits chimiques industriels ont également ajouté à la listes de produits contrôlés des conventions sœurs de **Rotterdam** et de **Stockholm**.

Le programme de **Mise en œuvre d'un développement durable faible et non chimique dans les petits États insulaires en développement** a été lancé en juin. Cette initiative quinquennale, financée par le Fonds pour l'environnement mondial, vise à empêcher le rejet de plus de 23 000 tonnes de produits chimiques toxiques et de plus de 185 000 tonnes de déchets marins. Elle soutient 33 petits États insulaires en développement et répond aux obligations de la Convention de Stockholm, de la Convention de Minamata et de **l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques**.

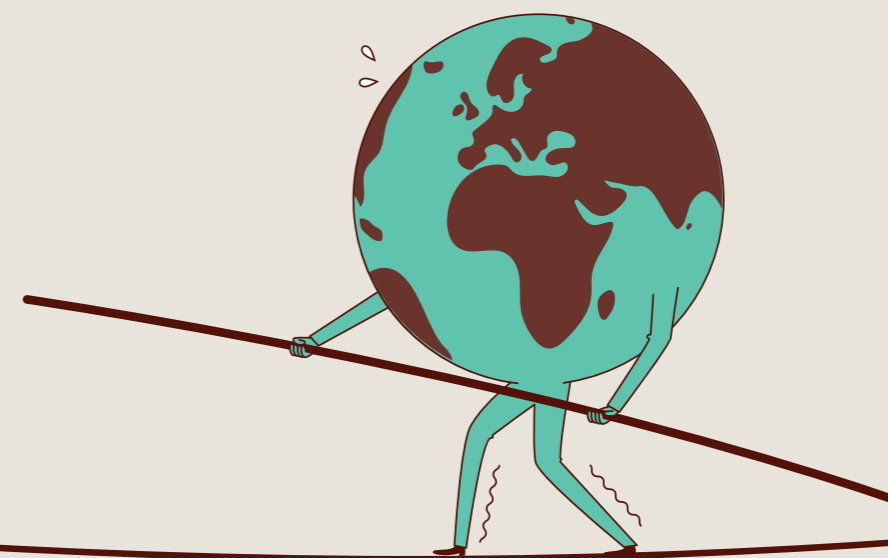
Le PNUE a également intensifié ses efforts pour lutter contre la pollution des eaux usées et les risques écologiques et sanitaires associés, en particulier la résistance aux antimicrobiens. La résistance aux antimicrobiens se produit lorsque les bactéries, les virus, les champignons et les parasites ne répondent plus aux agents antimicrobiens. En 2019, les infections bactériennes résistantes aux médicaments ont contribué à près de 5 millions de décès. L'alliance quadripartite PNUE, FAO, OMS et OMSA a mis en place **un nouveau cadre** pour soutenir les réponses nationales à la résistance aux antimicrobiens et a plaidé pour une action sur la question au plus haut niveau, y compris le Groupe des 20.



La pollution affecte tous les aspects de la vie quotidienne et provoque des problèmes de santé à long terme. Photo : PNUE



# Étendre la portée du PNUE



## Représentation géographique et parité hommes-femmes

Le PNUE a créé une stratégie de sensibilisation des ressources humaines afin d'accroître la visibilité de l'organisation en tant qu'employeur de choix pour les jeunes talents des États membres sous-représentés et des groupes régionaux moins représentés. On constate également une amélioration progressive de la diversité des groupes régionaux. En 2022, il y a eu une augmentation globale (par rapport à 2021) de plus de 35 % dans la sélection de candidats issus de groupes régionaux moins représentés pour les postes de la catégorie professionnelle et supérieure. Dans ce contexte, les catégories professionnelles et supérieures ont connu une augmentation, entre janvier et décembre 2022, d'environ 10 % du personnel d'Amérique latine et des Caraïbes, de 12 % du personnel du groupe Asie-Pacifique et d'environ 20 % du personnel du groupe Europe de l'Est. En 2022, le PNUE a atteint ou dépassé la fourchette cible des Nations Unies en matière d'équilibre entre les sexes (47-53 %) à tous les niveaux professionnels et supérieurs.

## Fonds thématiques

Le PNUE a créé trois fonds thématiques pour fournir un financement flexible en vue de soutenir la réalisation de la **Stratégie à moyen terme** (2022-2025) des objectifs de stabilité climatique, de vie en harmonie avec la nature et d'évolution vers une planète sans pollution. 14 millions de dollars des États-Unis de fonds ont été levés pour l'année 2022.

Les fonds thématiques compléteront le Fonds pour l'environnement du PNUE et contribueront à déplacer l'équilibre entre le financement affecté à des projets individuels et un financement thématique pour une portée plus importante. Les contributions des partenaires publics et privés aux fonds thématiques faciliteront une approche globale fondée sur la science, qui devrait contribuer à renforcer le rôle du PNUE en tant qu'autorité environnementale mondiale et permettre à l'organisation de mieux soutenir les États membres.

## Engagement du secteur privé

Le PNUE a pris la décision stratégique de s'orienter vers des alliances et des initiatives intersectorielles et multisectorielles dans les industries aux effets considérables. Le PNUE collabore avec des entités du secteur privé à travers plus de 40 initiatives axées sur l'énergie, le plastique, l'alimentation et l'agriculture, la santé, la finance et les technologies de l'information. La science produite par le PNUE aide les entreprises à trouver de meilleures solutions. Le **Partenariat pour des carburants et des véhicules propres** du PNUE par exemple, une initiative publique-privée constituée de 73 partenaires promouvant des carburants et des véhicules plus propres dans les pays en développement et les économies émergentes, a contribué à mettre fin à l'utilisation de l'essence au plomb.

Un second exemple est celui de l'**Initiative mondiale sur les plastiques dans le secteur du tourisme** (GTPI) du PNUE. L'initiative compte 121 signataires porteurs d'un chiffre d'affaires annuel combiné estimé à plus de 43 milliards de dollars des États-Unis. En 2021 et 2022, le GTPI a organisé une campagne de présentation de rapports pilote pour les grandes entreprises ayant rejoint l'initiative en 2020 et pour lesquelles une présentation de rapports annuelle est obligatoire. Quelque 108 millions d'articles en plastique ont été retirés de l'utilisation dans les entreprises concernées.

## Transformation numérique

La Coalition pour la durabilité de l'environnement numérique (CODES), une coalition de 1 000 parties prenantes soutenue par l'ONU, **a été lancée** pendant la réunion Stockholm+50 afin de soutenir l'application des technologies numériques pour faire face à la triple crise planétaire. CODES vise à accroître le nombre de pays et d'entreprises oeuvrant à mettre en œuvre des plans d'action conjoints sous l'égide de la **Feuille de route pour la coopération numérique** du secrétaire général des Nations unies.





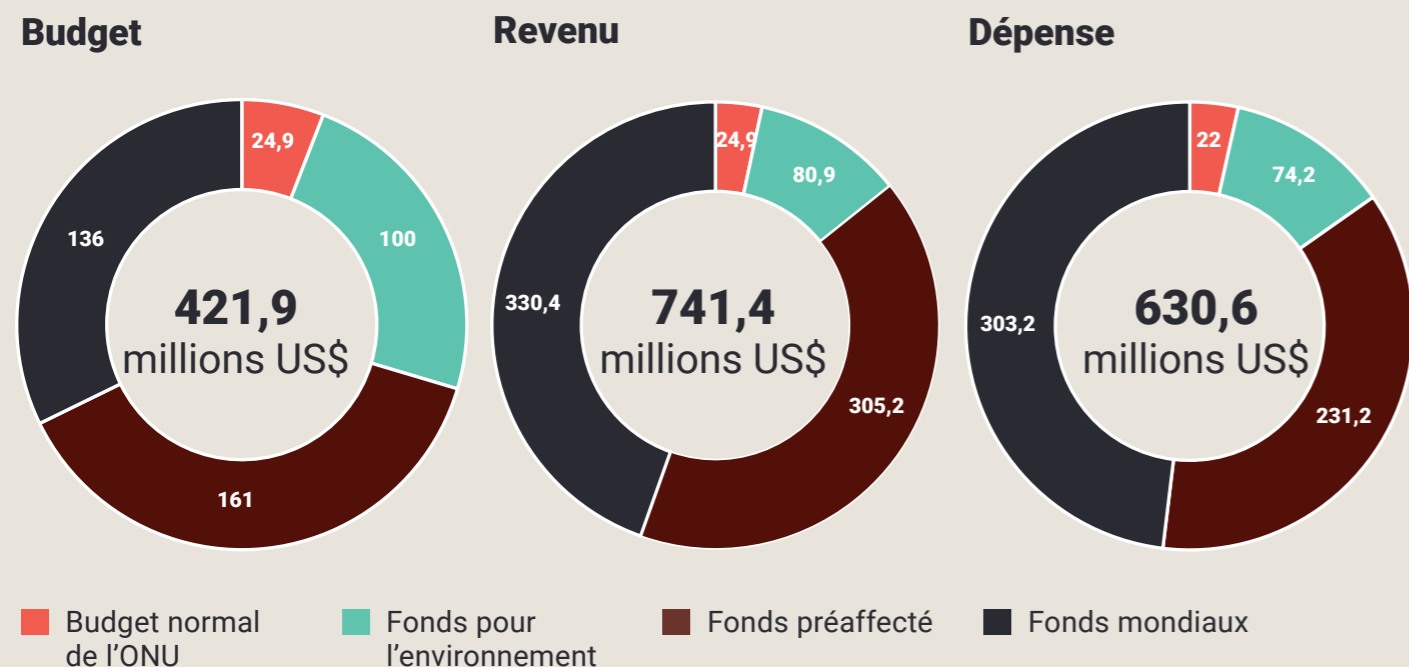
# FINANNCEMENT



# FINANCEMENT

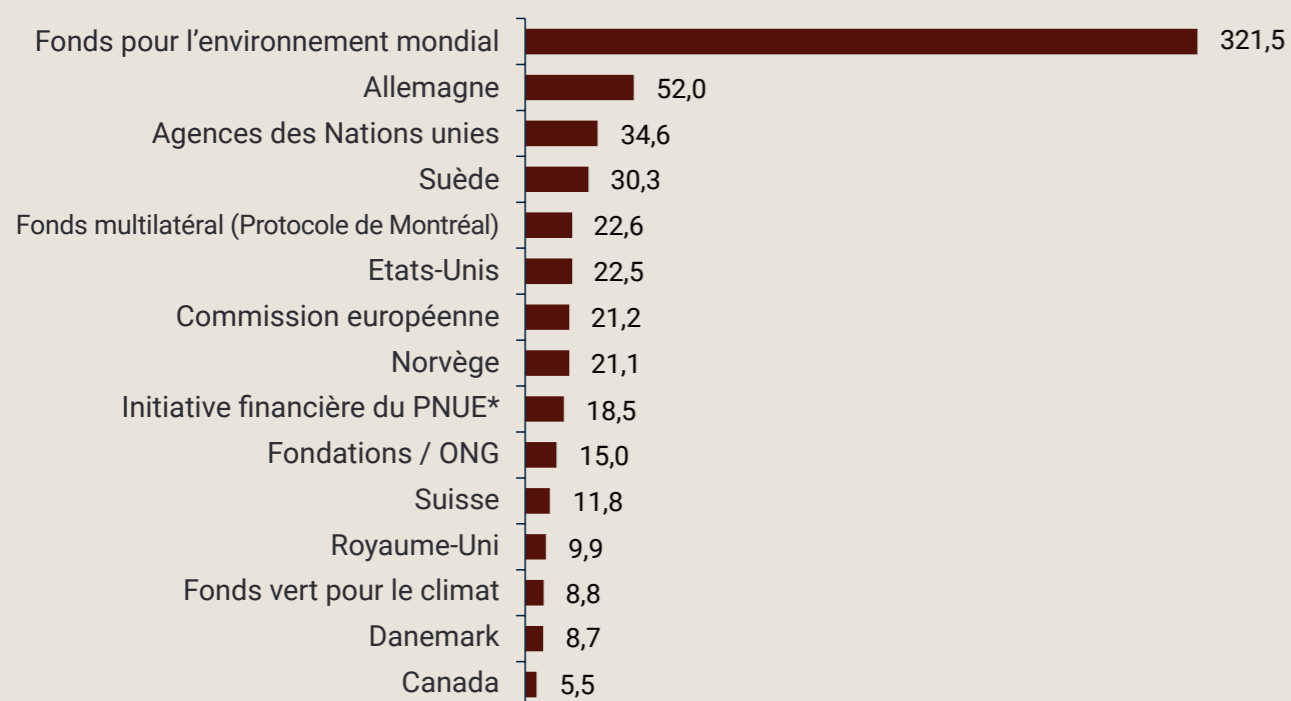
## Situation financière de l'année 2022 au 31 décembre 2022

(en millions de dollars des États-Unis)



## 15 principaux contributeurs aux fonds affectés en 2022

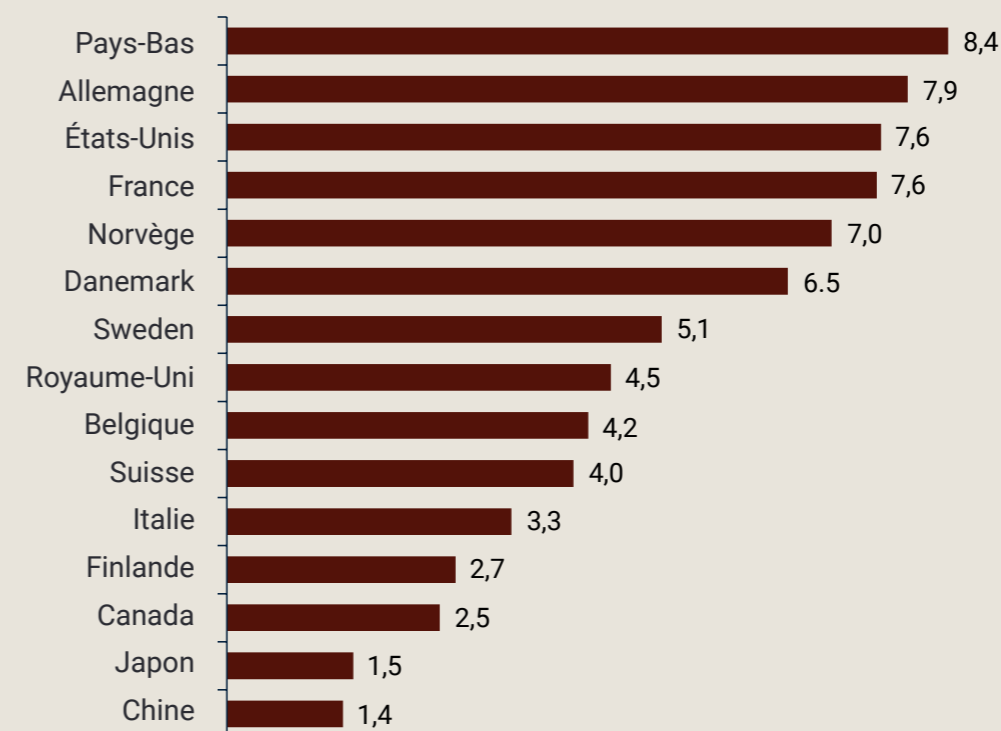
(en millions de dollars des États-Unis)



\* Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier

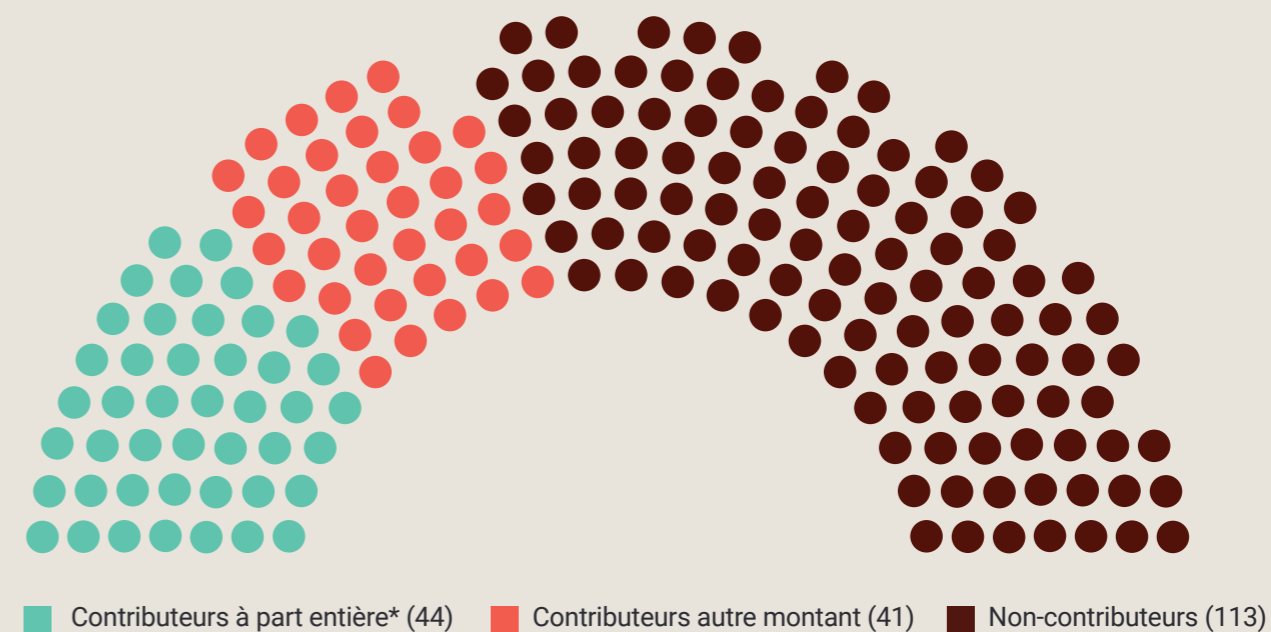
## 15 principaux contributeurs au Fonds pour l'environnement en 2021

(en millions de dollars des États-Unis)



## Contributeurs au Fonds pour l'environnement (2021) par catégorie

(nombre d'États membres)



\* Conformément au barème indicatif des contributions convenu par les États membres





United Nations Avenue, Gigiri  
P O Box 30552, 00100 Nairobi, Kenya  
Tél : +254 720 200 200  
[unep-info@un.org](mailto:unep-info@un.org)  
[www.unep.org](http://www.unep.org)

Cette publication peut être reproduite en totalité ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Le Programme des Nations unies pour l'environnement apprécierait de recevoir une copie de toute publication utilisant cette publication comme source. Aucune utilisation de cette publication ne peut être effectuée à des fins de revente ou à toute autre fin commerciale quelle qu'elle soit sans l'autorisation écrite préalable du Programme des Nations unies pour l'environnement. La désignation d'entités géographiques dans ce rapport et la présentation des éléments qu'il contient n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part de l'éditeur ou des organisations participantes concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire ou d'une zone, ou de ses autorités, ni concernant la délimitation de ses frontières ou limites. Crédits : Sauf indication contraire, toutes les données de cette publication proviennent du Programme des Nations unies pour l'environnement. Pour plus d'informations: [unep.org/annualreport](http://unep.org/annualreport).

©Programme des Nations unies pour l'environnement, 2022